



# PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
de l'emploi, du travail, des solidarités  
et de la protection des populations

## Appel à projets

### Gestion de 150 places d'hébergement pour les bénéficiaires de la protection temporaire dans le département de Tarn et Garonne

Le présent appel à projet a pour objet la gestion de 150 places d'hébergement dédiées aux bénéficiaires de la protection temporaire.

Les candidatures doivent être déposées au plus tard **le 21 août 2023**. La convention de financement résultant de cet appel à projet couvrira la période du 15 septembre au 31 décembre 2023.

#### 1 – Qualité et adresse de l'autorité compétente pour délivrer le récépissé :

Conformément aux dispositions de l'article L. 322-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF). Le récépissé sera délivré par Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne par délégation à la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations située 140 avenue Marcel Unal 82000 MONTAUBAN.

#### 2 – Contenu du projet et objectifs poursuivis :

Le dispositif d'hébergement pour bénéficiaires de la protection temporaire propose un hébergement temporaire avec accompagnement, le temps de l'orientation des personnes vers le logement pérenne.

Il assure :

- l'accueil et l'hébergement des personnes, dans l'attente d'une orientation vers un logement pérenne ou un hébergement;
- l'accompagnement dans les démarches administratives, sanitaires et sociales ;
- l'accès à l'emploi en ciblant les entreprises locales, agricoles mais également les collectivités
- le développement des ateliers emplois sur le site en lien avec Pôle Emploi
- l'accès aux formations en FLE adaptée au niveau des BPT à travers les dispositifs financés par les services de l'État (l'AFTRAM, CIBC, PÔLE EMPLOI) et les dispositifs mis en place par des bénévoles
- un travail sur l'insertion sociale et l'autonomisation des personnes déplacées afin de les préparer à la sortie vers le logement ou un autre type d'hébergement.

Il doit notamment comporter :

- un espace de bureaux dédié à l'accompagnement des personnes hébergées par le personnel de l'opérateur ;
- une typologie d'hébergement modulable afin de faciliter l'accueil de publics mixtes (individus isolés et familles ; hommes ou femmes), en séparant au maximum les espaces accueillant des

familles, femmes isolées et hommes isolés, et en fixant le cas échéant des règles de circulation la nuit ;

- une configuration des lieux prévoyant dans la mesure du possible des aménagements nécessaires à l'accueil de personnes à mobilité réduite ;
- des sanitaires, des espaces de couchage ou dortoirs et un espace à usage collectif, notamment de restauration.

Les services suivants doivent être prévus par l'opérateur :

- la remise au bénéficiaire d'un kit d'accueil couvrant les besoins liés à l'hygiène, à la cuisine et à la literie ;
- l'accès à des cuisines collectives ou individuelles aménagées ;

Le taux d'encadrement minimum au sein du sas est d'1 équivalent temps plein travaillé (ETP) pour 15 personnes hébergées. Ce ratio comprend au moins 50 % d'ETP ayant des qualifications professionnelles requises (travailleurs sociaux, interprète, chargé de mission emploi et chargée de mission logement). A défaut, il reviendra au gestionnaire de pouvoir justifier des compétences mobilisées.

En matière d'accompagnement dans les démarches administratives et juridiques, le gestionnaire de l'hébergement :

- informe les personnes accueillies sur le droit au séjour des étrangers en France et la protection temporaire ;
- domicilie les personnes accueillies ;
- assure l'accompagnement des personnes accueillies dans les démarches administratives et juridiques, notamment leur accès effectif aux droits ;
- assure, en lien avec la préfecture, la prise des rendez-vous administratifs et accompagne les personnes accueillies dans l'accomplissement des formalités administratives relatives à la scolarisation des mineurs hébergés.

En matière d'accompagnement sanitaire et social, le gestionnaire de l'hébergement :

- engage les démarches d'ouverture des droits sociaux des personnes hébergées ;
- réalise un diagnostic social et assure le recensement des personnes hébergées, notamment celles présentant des vulnérabilités ;
- informe les personnes hébergées sur le fonctionnement du système de santé, veille à la diffusion des règles de prévention en matière sanitaire et assure leur mise en relation avec les services de soins compétents ;
- apporte une aide aux premières démarches vers l'emploi ou la formation professionnelle aux protégés temporaires qui en font la demande, et les oriente vers les formations linguistiques locales à disposition ;
- prend en charge les besoins d'interprétariat ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à la scolarité des mineurs hébergés, notamment les frais de cantine ainsi que les aides au transport quotidien ;
- afin d'assurer la subsistance des protégés temporaires dans l'attente du versement de leur allocation pour demandeur d'asile par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), le gestionnaire peut leur verser une aide dans le cadre d'un fonds de premier secours.

En matière de sortie de l'hébergement, le gestionnaire :

- informe les personnes hébergées du caractère temporaire de leur séjour dans le centre ;
- facilite l'orientation en sortie d'hébergement vers le logement ou tout autre dispositif d'hébergement pérenne ;
- met fin à la prise en charge des personnes hébergées si celles-ci s'opposent à deux propositions de logement ou hébergement ;
- selon les conditions prévues par la convention, et notamment les taux applicables, collecte la participation financière des occupants.

Les gestionnaires veillent au respect de l'ensemble des droits et des obligations de l'ensemble des personnes accueillies dans le centre. Le dispositif d'hébergement accueillant des personnes vulnérables, femmes, hommes et enfants, les professionnels sont particulièrement vigilants au risque de violences sexistes et sexuelles, y compris pour prévenir l'éventuelle emprise de réseaux de traite des êtres humains ou toute autre forme d'exploitation.

Ils garantissent le respect du principe de laïcité. En cas de risque d'atteinte à l'ordre public ou en cas d'atteinte aux personnes, le gestionnaire en informe immédiatement les forces de sécurité et les services de la préfecture.

### **3 – Modalités d'instruction des projets et critères de sélection :**

Les projets seront analysés par des instructeurs de la DDETSPP désignés par le préfet de Tarn-et-Garonne.

La vérification des dossiers reçus dans la période de dépôt se fait selon deux étapes :

- vérification de la régularité administrative et de la complétude du dossier,
- analyse sur le fond du projet.

Les projets déposés par les opérateurs candidats devront fournir des éléments démontrant leur capacité à respecter l'intégralité des éléments présentés ci-dessus.

#### ➤ Critères d'évaluation et de sélection des projets

- capacité de l'opérateur à ouvrir la totalité des places dès le 18 septembre 2023 ;
- capacité à présenter un projet d'établissement détaillé ;
- capacité à accompagner la fluidité de fonctionnement de l'hébergement
- capacité à travailler l'autonomisation et l'insertion des personnes déplacées d'Ukraine

### **4 – Financement**

Le financement sera assuré par le programme budgétaire 303 « Immigration et asile » du ministère de l'intérieur et des outre-mer pour un coût-cible de 25 € par personne par jour.

### **5 – Modalités de transmission du dossier du candidat :**

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, un dossier de candidature par voie dématérialisée à l'adresse suivante [ddetspp-integration-solidarite@tarn-et-garonne.gouv.fr](mailto:ddetspp-integration-solidarite@tarn-et-garonne.gouv.fr), copie à madame PICARD Virginie, coordinatrice des dispositifs dédiés à la crise ukrainienne : [virginie.picard@tarn-et-garonne.gouv.fr](mailto:virginie.picard@tarn-et-garonne.gouv.fr) et à madame LEBLANC Elodie, cheffe du service intégration et solidarités : [elodie.leblanc@tarn-et-garonne.gouv.fr](mailto:elodie.leblanc@tarn-et-garonne.gouv.fr) **au plus tard pour le 21 août 2023**, la date de dépôt ou d'envoi mail faisant foi.

Le dossier sera constitué de 2 exemplaires en version dématérialisée et devra être envoyé par voie postale à l'attention de :

**Monsieur Mohamed MEHENNI,**  
Directeur départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Tarn-et-Garonne  
DDETSPP 82  
Service Intégration et Solidarités  
140 avenue Marcel Unal / BP 730  
82 000 MONTAUBAN Cedex

Le dossier de candidature devra porter la mention "**Gestion de places d'hébergement ad hoc BPT 2023 – projet 150 places**".

Dès la publication du présent avis, les candidats sont invités à faire part de leur déclaration de candidature, en précisant leurs coordonnées.

#### Protocole de sélection :

Afin de garantir un traitement équitable des dossiers réceptionnés, les critères de sélection et les modalités de notation sont présentes en annexe.

Les dossiers déclarés complets à la date de clôture des candidatures seront présentés devant une commission de sélection interne à la DDETSPP. Le service intégration et solidarités se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles. L'absence d'éléments de réponse détaillée au dossier de présentation du projet pourra constituer un motif de rejet de la demande

La commission communiquera au Préfet la liste des projets par ordre de classement. Le préfet communiquera sa décision à chaque candidat, au plus tard le **lundi 11 septembre 2023**, pour une nouvelle entrée en vigueur de la gestion du dispositif ad'hoc au **lundi 18 septembre 2023**.

## **6 – Composition du dossier**

5-1 – Concernant la candidature, les pièces suivantes devront figurer au dossier :

- a) les documents permettant une identification du candidat, notamment un exemplaire des statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé ;
- b) une déclaration sur l'honneur du candidat, certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives mentionnées au livre III du CASF ;
- c) une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L. 322-8, L. 331-5, L. 471-3, L. 472-10, L. 474-2 ou L. 474-5 du CASF ;
- d) une copie de la dernière certification du commissaire aux comptes s'il y est tenu en vertu du code du commerce ;
- e) les éléments descriptifs de son activité et de la situation financière de cette activité ou de son objet, tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité.

5-2 – Concernant la réponse au projet, les documents suivants seront joints :

- a) tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges ;
- b) un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire :
  - un dossier relatif aux démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge ;
  - un dossier relatif aux personnels comprenant une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification ;
  - selon la nature de la prise en charge ou en tant que de besoin, un dossier relatif aux exigences architecturales comportant une note sur le projet architectural décrivant avec

précision l'implantation, la surface et la nature des locaux en fonction de leur finalité et du public accompagné ou accueilli ;

- un dossier financier comportant :
  - le bilan financier du projet et le plan de financement de l'opération,
  - les comptes annuels consolidés de l'organisme gestionnaire lorsqu'ils sont obligatoires,
  - le programme d'investissement prévisionnel précisant la nature des opérations, leurs coûts, leurs modes de financement et un planning de réalisation,
  - les incidences sur le budget d'exploitation du centre du plan de financement mentionné ci-dessus,
  - le budget prévisionnel en année pleine du centre pour sa première année de fonctionnement.

c) dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées devra être fourni.

## 6 – Publication et calendrier

Cet appel à projets est publié au RAA de la préfecture de Tarn-et-Garonne. La date de publication au RAA vaut ouverture de la période de dépôt des dossiers jusqu'à la date de clôture fixée au **21 août 2023**.

La préfecture de Tarn-et-Garonne publiera l'AAP via son site internet (<https://www.tarn-et-garonne.gouv.fr/Publications/Appels-a-projets/2023>).

## 7 – Précisions complémentaires

Les candidats peuvent demander à la préfecture de département des compléments d'informations *jusqu'au 18 août 2023* et exclusivement par messagerie électronique à l'adresse suivante : **[ddetspp-integration-solidarite@tarn-et-garonne.gouv.fr](mailto:ddetspp-integration-solidarite@tarn-et-garonne.gouv.fr)** en mentionnant, dans l'objet du courriel, la référence suivante "**Ouverture de places d'hébergement ad hoc BPT 2023 – 150 places**".

Fait à Montauban, le 31/07/2023

Pour le préfet

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a vertical line and a horizontal stroke.

**Vincent ROBERTI**

## ANNEXE - Grille de sélection

	CRITERE	COTATION (1 à 4)	Commentaires appréciations
Qualité du projet et de l'opérateur	Personnels : nombre de postes et qualifications	/4	
	Qualité générale de l'organisation proposée	/4	
	Organisation de la coopération avec les partenaires	/4	
	Qualité d'accompagnement dans les démarches administratives et juridiques	/4	
	Qualité d'accompagnement sanitaire et social	/4	
	Qualité d'accompagnement et de préparation à la sortie vers un logement ou un autre type d'hébergement	/4	
	Niveau d'expérience de l'opérateur dans le domaine « accueil, hébergement insertion »	/4	
	Modalités d'organisation de l'évaluation sociale des demandeurs	/4	
	Veiller au respect de l'ensemble des droits et des obligations de l'ensemble des personnes accueillies sur le dispositif	/4	
	Modalités de coopération de l'opérateur avec les services de l'État (organisation de la remontée d'informations, capacité à respecter les exigences qualitatives et de gestion fixées)	/4	
Modalités de financement	Effizienz des moyens proposés et incidences budgétaires	/4	
	Cohérence du chiffrage budgétaire avec les moyens annoncés et les objectifs décrits	/4	
<b>TOTAL</b>		<b>/48</b>	